

Avis adopté

Séance plénière du 28 octobre 2025

Egalité des chances : mythe ou réalité ?

Rapport annuel sur l'état de la France 2025

Déclaration du groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale

Merci pour ce rapport que nous avons voté.

En 2004, l'Institut Montaigne publiait « Les oubliés de l'égalité des chances », alertant sur la fracture entre une partie de la jeunesse, notamment des quartiers populaires et issue de l'immigration, et le reste de la société.

Le rapport appelait à repenser la méritocratie et à bâtir une égalité réelle, sans discrimination.

Un an plus tard, Zyed et Bouna mouraient électrocutés en fuyant un contrôle de police injustifié.

C'était il y a vingt ans, jour pour jour.

Depuis, les programmes d'égalité des chances se sont multipliés. Entreprises, associations, institutions, enseignants : tous ont voulu agir sincèrement.

L'enjeu était clair « Refaire société, et que chaque enfant, d'où qu'il vienne, soit reconnu comme fils ou fille de la République », selon les mots du Président Chirac.

Mais petit à petit s'est installée l'idée que puisqu'on prétendait donner les mêmes chances à chacun, ceux qui n'y arrivaient

pas étaient responsables de leur sort... Et ce qui devait contribuer à réduire les inégalités a, finalement et paradoxalement, renforcé une situation où les discriminations se sont accentuées.

20 ans plus tard, la promesse n'est donc pas tenue.

Six générations. Il faut 6 générations pour sortir de la pauvreté dans notre pays. C'est ça, la réalité française : le nom, l'adresse, le genre, le capital culturel pèsent plus lourd que le travail.

Et pour les jeunes des quartiers populaires, les oubliés de l'égalité des chances, c'est la double peine :

- moins d'emploi ;
- moins de mobilité ;
- moins de santé, moins d'opportunités.

Alors soyons lucides : l'égalité formelle ne suffit plus.

Donner les mêmes outils à tous, dans un monde profondément inégal, c'est entretenir l'illusion du mérite face à des injustices et des discriminations systémiques qui verrouillent l'avenir de trop de nos concitoyens.

Ce qui n'a pas été entendu hier, et qui ne l'est toujours pas aujourd'hui, c'est que les « oubliés de l'égalité des chances » ne demandent ni la charité, ni même une chance.

Ils demandent l'équité : que leurs conditions de vie, d'étude et de travail soient enfin prises en compte.

Ils demandent la justice sociale,

et, ce qui va de soi, la justice économique.

Ces oubliés — jeunes, précaires, habitants des quartiers populaires — veulent faire entendre leur voix, être visibles, être reconnus, être associés.

Car, comme le rappelait Nelson Mandela : « Ce qui est fait pour nous, sans nous, est fait contre nous. »

Nous devons leur permettre de se représenter eux-mêmes, dans les conseils municipaux, à l'Assemblée nationale, au Sénat, et ici même, au sein du CESE, maison mère de la société civile.

C'est le seul chemin pour bâtir une République véritablement équitable, inclusive et fraternelle.

Une République fidèle, enfin, à sa promesse d'égalité.